

Toutefois je dois faire une ou deux remarques; il est bien entendu qu'en tout ceci je ne critique nullement sir Henry Thornton, ni les surintendants régionaux qui sont énergiques et compétents. Mais il me semble que sous certains rapports on pourrait faire mieux les choses. Par exemple, depuis deux ou trois ans on n'a accompli presque rien en travaux de peinture; on n'a pas refait le ballastage, on n'a pas repeint les gares, etc. A mon sens on devrait consacrer au moins \$500,000 à ces travaux urgents dans le district; non pas à titre de subvention, mais bien parce que le bon fonctionnement de la voie ferrée l'exige. Je prétends aussi qu'on devrait exécuter dans la région même toutes les réparations en atelier.

J'aborde maintenant la question de l'agriculture. Comme on l'a fait observer la crise du chômage est bien plus grave qu'elle n'en a l'air de prime abord. A ce propos je citerai les paroles d'un homme qui fait autorité dans le domaine ouvrier:

"Je ne considère pas que les dépenses de capital sur les travaux publics constituent un remède au chômage" a avoué crânement M. J. T. Foster, vice-président du Congrès canadien des métiers et du travail. M. Foster revient de conférences entre délégués ouvriers, tant de l'empire que du monde entier, à Genève, à Stockholm et à Londres; et il est plutôt las, des solutions superficielles. La création de nouveaux travaux, la distribution directe d'argent, la répartition équitable du travail existant, — toutes choses essentielles en ce moment de crise. Mais évidemment M. Foster espérait qu'une discussion nationale du mal ferait jour sur les lois économiques fondamentales qui font que l'assistance s'impose à un moment comme celui-ci. Il compte que les délégués, bien résolus à atténuer la crise de l'heure, ne perdront pas de vue le besoin d'élaborer mieux qu'un remède momentané aux saisons où la situation devient plus grave qu'à l'ordinaire.

Je suis sûr que tous les membres ont lu dans les dépêches de la Presse canadienne le compte rendu de la réunion du Congrès des métiers et du travail à Regina. A ce propos voici un vœu que j'ai scruté minutieusement:

La limite des heures de travail à pas plus de huit heures par jour et cinq jours par semaine sur tous travaux et entreprises de l'Etat comme sur tous travaux exécutés par les provinces ou les municipalités avec l'assistance du trésor fédéral pour remédier au chômage.

Je ne pense pas qu'il soit pratique d'appliquer le principe de la journée de huit heures à tous les cas; mais je suis d'opinion qu'il devrait être adopté pour tous les travaux exécutés avec les crédits votés par l'Etat et destinés à la construction de routes et ainsi de suite. Dans le nord de l'Ontario les pauvres colons travaillent pour 30 cents de l'heure et sans pension, et le possesseur d'une paire de chevaux ne reçoit pas plus que \$5.50 à \$6 par jour. Au surplus, il faut tenir

[M. Bradette.]

compte que les intempéries font perdre la moitié du temps. En conséquence, ces gens, dans de telles conditions ne peuvent parvenir à équilibrer leur budget. A mon avis, le moins qu'on doive leur donner, c'est \$4 par jour et \$7.50 pour une paire de chevaux et pour le charretier. J'espère pouvoir m'étendre plus longuement sur ce sujet en une autre circonstance, car c'est là que réside en partie, la solution du problème du chômage. L'état de choses qui nous occupe dans les plus vieilles régions rurales se constate aussi dans les nouvelles régions du nord ontarien. Dans le Témiscamingue-Nord la jeunesse ne se soucie pas de cultiver la terre, étant donné qu'elle y trouve trop peu d'encouragement. Au cours des derniers dix ans les autorités provinciales avaient songé à subventionner ceux qui s'établiraient sur les fermes, or, j'ose dire que si on avait accordé ces subventions il n'existerait présentement aucun chômeur dans le nord d'Ontario. Selon moi, ce devrait être une politique générale pour tout le pays, sans poser au prophète. J'ai la conviction que, grâce à un régime de ce genre, il serait plus facile de retenir la jeunesse sur la ferme. Toutefois, de nos jours les jeunes prennent le chemin des villes et finissent par traverser la frontière. Ils préfèrent s'établir dans les grands centres industriels comme Québec, Montréal et Toronto. A la vérité, la moitié de la population des villes se compose d'anciens agriculteurs. Il est donc de toute évidence qu'une des tentatives les plus importantes pour conjurer la crise sera de trouver quelque moyen de venir en aide à notre population rurale en faisant ce qu'il faut pour l'attacher au sol.

Certain journaliste, venu de je ne sais où pour visiter le nord d'Ontario et y prendre part à un banquet déclarait que les pionniers des nouvelles régions du Canada montraient des signes de dégénérescence; il disait qu'il n'étaient pas du calibre de leurs ancêtres. Ceci est pur mensonge. Rien n'atteste cette dégénérescence. La vérité, toutefois, c'est que la jeunesse trouve la vie plus facile dans les villes; on n'y travaille pas aussi longtemps. L'autre jour, un cultivateur des environs de Cochrane me posa cette question: "Comment puis-je espérer garder mes fils à la ferme quand ils peuvent se rendre en automobile dans la ville de Cochrane, où les heures de travail sont plus courtes?"

J'ai confiance que le premier ministre trouvera le moyen d'insérer dans la loi portant ce crédit des dispositions quelconques propres à améliorer la situation des agriculteurs. Il est d'importance primordiale qu'on fasse quelque chose pour cette classe de la population. En somme, pour longtemps encore